

Dans ce numéro

Ouverture au Maroc d'une réunion sur la prévention, la détection et la réponse à apporter au terrorisme domestique...

(Page 2)

Des experts du FBI pour aider les autorités éthiopiennes dans l'enquête sur l'attaque à la grenade du 24 juin...

(Page 3)

Au Nigeria, 1 813 personnes auraient été massacrées depuis le début de l'année, selon Amnesty International...

(Page 4)

La Corée du Nord aurait augmenté la production de combustible nucléaire, selon les services de renseignement américains...

(Page 5)

Début des grandes manœuvres navales multinationales Rim of the Pacific...

(Page 7)

Les États-Unis en passe de vendre à Taïwan 36 véhicules d'assaut amphibies...

(Page 8)

FORMULATION D'ARTICLE
– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

La présence d'un groupe terroriste dans le nord du Mozambique inquiète les géants mondiaux des hydrocarbures...

Les géants mondiaux des hydrocarbures s'inquiètent de la présence depuis peu de groupes « pseudo-terroristes » dans le nord du Mozambique où se trouvent les gisements de gaz parmi les plus importants d'Afrique : 5,6 milliards de mètres cube. Ce n'est pas encore la panique pour les multinationales, mais elles ont déjà commencé à prendre leurs précautions. Une menace inattendue inquiète désormais ces majors et pourrait alourdir le montant des investissements. L'apparition soudaine d'un groupe de jeunes qui ont commencé à se rebeller, qualifiés comme étant des terroristes par ces mêmes multinationales, a répandu une inquiétude sans précédent pour les investissements. Est-ce un groupe qui montre que la présence étrangère dans le pays est plus dérangeante que bénéfique ? Les majors redoutent donc de devenir la cible de ces terroristes. La société italienne ENI dit surveiller la situation et évoque des probabilités d'attaques imminentes. L'ambassade américaine à Maputo, quant à elle, a recommandé aux citoyens américains de quitter rapidement la ville de Palma dans le nord du Mozambique. L'armée et la police du pays ont renforcé la surveillance des mouvements de la population dans la région.

(Press TV, le 26-06-2018)

À Washington, une peine d'emprisonnement d'une durée de 22 ans pour le Libyen Abu Khatallah...

Le Libyen Abu Khatallah a été condamné à 22 ans de prison mercredi à Washington pour son rôle dans les attaques ayant tué quatre Américains dont l'ambassadeur américain John Christopher Stevens en septembre 2012 à Benghazi en Libye. Un événement qui avait choqué les États-Unis. Présenté comme le chef d'une milice islamiste radicale, Abu Khatallah avait été capturé par un commando en juin 2014 en Libye.

(La voix de l'Amérique, le 28-06-2018)

Le directeur du Mossad aurait rencontré les responsables des services de renseignement des monarchies arabes...

Les responsables du renseignement des monarchies arabes ont rencontré lors d'une réunion secrète le chef du Mossad, le puissant service de renseignement israélien, et le staff américain du « deal du siècle ». Cela s'est passé il y a dix jours lors d'une réunion secrète où les chefs de leurs services de renseignement ont rencontré celui du Mossad, Yossi Cohen. Selon le site web *Arutz Sheva*, la réunion a été initiée par Jared Kushner et l'envoyé spécial américain au Moyen-Orient, Jason Greenblatt. Y ont participé le chef des renseignements généraux jordaniens, Adnan Al-Issam Al-Jundi, le général Abbas Kamel, chef des services égyptiens Mukhabarat, le chef de l'agence de renseignement saoudienne, Khaled ben Ali Al-Humaidan, et le chef des renseignements palestiniens, Majed Faraj.

(Press TV, le 29-06-2018)

Un poste frontière iranien attaqué par des membres présumés de Daesh, à la frontière pakistanaise...

Alors que l'Iran entier suivait le match de foot Iran-Portugal, les terroristes de Daesh ont tenté une infiltration sur le territoire iranien, depuis le Pakistan voisin. Selon le communiqué du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI), les terroristes se sont attaqués à un poste frontalier de la ville de Mirjaveh dans l'objectif de s'en emparer. Un violent échange de tirs s'en est suivi. Trois terroristes ont été tués et le reste du groupe a pris la fuite en direction du Pakistan. Le communiqué du CGRI annonce la mort de trois gardes-frontières. Selon des informations, l'attaque, toujours non revendiquée, impliquait de nombreux terroristes, bien équipés et bien formés. Le communiqué du CGRI fait part de l'entière disponibilité des forces armées iraniennes à défendre l'intégrité territoriale du pays face à toute tentative d'y porter atteinte.

(Press TV, le 26-06-2018)

Ouverture au Maroc d'une réunion sur la prévention, la détection et la réponse à apporter au terrorisme domestique...

La réunion de l'initiative maroco-américaine sur le terrorisme domestique, consacrée à la finalisation du document de bonnes pratiques de Rabat-Washington sur la prévention, la détection, l'intervention et la réponse au terrorisme domestique, s'est ouverte lundi à Rabat. Cette initiative, lancée sous les auspices du Forum mondial de lutte contre le terrorisme (GCTF), est conduite par le Royaume du Maroc et les États-Unis, en collaboration avec l'Institut international pour la Justice et l'État de droit (IJJ), indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale. Elle vise à identifier les outils et les mesures nécessaires pour une meilleure coordination et coopération entre les départements gouvernementaux et les acteurs non-gouvernementaux concernés, en vue de détecter, intervenir et déjouer les attaques menées par des individus dans leur pays d'origine ou de résidence, dirigés ou inspirés par des groupes terroristes étrangers. La réunion de Rabat vient couronner un processus entamé en 2017, marqué par la tenue d'une réunion inaugurale, en novembre 2017, et de deux ateliers d'experts au cours du premier trimestre de 2018, portant respectivement sur le rôle de la société civile et des forces d'application de la loi et les approches de la justice pénale pour la prévention, la détection et la réponses au terrorisme domestique, fait savoir la même source. La réunion de Rabat a pour objectif de permettre aux membres du GCTF et quelques partenaires non-membres de passer en revue et de discuter les bonnes pratiques identifiées au cours des précédentes activités de cette Initiative, ajoute le communiqué, soulignant que le document de bonnes pratiques finalisé sera soumis pour adoption lors de la prochaine réunion ministérielle du GCTF, prévue à New York, en septembre 2018. Le GCTF, co-présidé depuis 2016 par le Maroc et les Pays-Bas, est composé de 30 membres en plus d'États et d'organisations partenaires, dont l'ONU. Il réunit régulièrement des décideurs et des experts dans les domaines de lutte contre le terrorisme. Ses activités s'articulent autour de cinq groupes de travail portant sur la lutte contre l'extrémisme violent, les combattants terroristes étrangers, la justice pénale et l'état de droit, le renforcement des capacités en Afrique de l'Ouest et en Afrique de l'Est.

(Radio Chine internationale, le 26-06-2018)

Environ 343 attentats terroristes ont été recensés en Afrique en 2017 ayant entraîné au moins 2 600 victimes, soit 22 fois plus qu'en Europe, a indiqué mardi à Skhirat (banlieue de Rabat) le ministre marocain des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, M. Nasser Bourita. En termes d'effectifs, le plus important groupe affilié à Al-Qaïda se trouve actuellement en Afrique, avec plus de 6 000 combattants. Les éléments affiliés à ce groupe en Afrique de l'Ouest seulement sont estimés à 3 500 combattants, a ajouté le ministre qui s'exprimait à l'ouverture de la réunion régionale des directeurs politiques de la coalition mondiale contre Daesh. En Afrique du Nord, le nombre d'individus affiliés à Daesh est significatif et susceptible d'être renforcé par les retours de combattants aguerris de la zone irako-syrienne, explique-t-il. La stratégie de communication de la coalition mondiale contre Daesh, si elle devait s'orienter vers l'Afrique, gagnerait à bénéficier des ressources et perspectives africaines, a affirmé M. Bourita, soulignant que le redéploiement des combattants de Daesh vers l'Afrique nécessite également une forme de coopération avec les États africains qui puisse permettre d'améliorer leur connaissance des dynamiques de leurs redéploiements, d'anticiper la formation de fiefs durables et de renforcer les capacités de détection des partenaires africains. « L'efficacité de la lutte contre le terrorisme en Afrique requiert une prise en compte adéquate des causes profondes de ce

fléau sans laquelle notre action demeurera vaine » a-t-il noté, expliquant que les vulnérabilités liées à l'impact des changements climatiques sur les populations africaines, l'appauvrissement de communautés entières du fait de l'absence d'une croissance économique inclusive, aggravée par une démographie galopante, constituent un terrain fertile favorisant l'infiltration puis l'enracinement des groupes terroristes et de leurs idéologies extrémistes. De même, l'absence d'une coopération qui soit à la hauteur de l'évolution croissante de ces défis, combinée à l'incohérence de certaines approches adoptées, exposent les États africains à des pressions multiformes, a relevé le ministre. L'Afrique a besoin plus que jamais d'une action commune, immédiate et déterminée en faveur de sa stabilisation politique, le renforcement de sa sécurité et la promotion de son développement économique pour lui permettre de retrouver sa vocation première, à savoir celle d'un véritable pôle d'attraction et un espace de développement et de stabilité, a-t-il martelé. Cette réunion, marquée par la participation de l'envoyé spécial du président Donald Trump pour la coalition contre Daesh, Brett McGurk, et d'un groupe restreint de pays membres de la coalition contre Daesh, est l'occasion pour les partenaires de la coalition de discuter des prochaines étapes pour assurer une défaite durable de Daesh en Irak et en Syrie, ainsi que les moyens d'accélérer l'approche collective de lutte contre les ambitions mondiales du groupe dit État Islamique. La rencontre mettra particulièrement l'accent sur la présence de l'État islamique en Afrique et inclura une discussion détaillée des priorités pour les multiples axes d'action de la coalition, y compris la stabilisation, les combattants terroristes étrangers, le financement antiterroriste et les messages anti-radicalisation.
(Radio Chine internationale, le 27-06-2018)

Au moins 2 morts et plus de 150 blessés après une attaque à la grenade contre une réunion publique à Addis Abeba...

En Éthiopie, le bilan de l'attaque à la grenade de samedi contre une réunion publique du Premier ministre Abiy Ahmed est passé hier à 2 morts et plus de 150 blessés. Amir Aman, le ministre éthiopien de la Santé, a annoncé hier qu'une autre personne a perdu la vie après l'attaque de samedi. L'explosion a eu lieu alors que le Premier ministre Abiy Ahmed venait d'achever son discours devant des dizaines de milliers de personnes à Addis Abeba. Le Premier ministre a pu quitter les lieux sain et sauf. Selon la radio d'État, 30 personnes ont été arrêtées ainsi que 9 membres de la police. Le Premier ministre a pointé du doigt des groupes qui cherchent à discréditer son programme de réforme. Depuis sa prise de fonction en avril. M. Abiy, âgé de 42 ans, premier chef de gouvernement issu de l'ethnie oromo, a libéré nombre d'opposants emprisonnés, a mis fin à l'état d'urgence et fait le ménage dans l'armée. Sa promesse de rétrocéder à l'Érythrée des portions de territoire a suscité la réprobation des Tigréens très influents dans les stèles du pouvoir avant sa nomination.
(La voix de l'Amérique, le 25-06-2018)

Des experts du FBI pour aider les autorités éthiopiennes dans l'enquête sur l'attaque à la grenade du 24 juin...

En Éthiopie, le FBI va aider les autorités dans leur enquête sur l'attaque à la grenade qui a fait deux morts samedi au sein d'une foule venue écouter le Premier ministre. Le gouvernement américain a dit qu'il va envoyer des experts de la police fédérale américaine pour enquêter, a indiqué la radio télévision *Fana* proche du pouvoir. Un porte-parole de l'ambassade américaine en Éthiopie a confirmé l'information. Lundi, quatre personnes ont inspecté le site de l'explosion avec une voiture de l'ambassade américaine stationnée à quelques mètres de là. L'explosion a eu lieu samedi alors que M. Abiy venait d'achever son discours devant des dizaines de milliers de personnes dans le centre de la capitale. Deux personnes ont été tuées et plus de 150 blessées dans l'explosion et le mouvement de panique. L'attaque n'a pas été revendiquée. Selon *Fana*, 30 personnes soupçonnées d'être impliquées dans l'attaque ont été arrêtées, ainsi que des responsables de la police.
(La voix de l'Amérique, le 26-06-2018)

Au Mali, l'attaque terroriste contre le QG de la force conjointe du G5-Sahel revendiquée par le GSIM...

Le quartier général de la force conjointe du G5-Sahel a été ciblé hier par une attaque au Mali. Cet attentat suicide à Sévaré, dans le centre du pays, a fait trois morts dont un civil. Les trois assaillants auraient également été tués et un suspect arrêté. Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, lié à Al-Qaïda, a revendiqué l'attentat. L'attaque qualifiée de terroriste par les autorités a eu lieu aux environs de 14 heures. La moitié du personnel du camp était en pause, donc absent. C'est à ce

moment là qu'un véhicule piégé a réussi à passer les barrages de sécurité et à s'approcher du portail du camp où il a explosé. La détonation a été très violente. On l'a entendu à plusieurs kilomètres à la ronde. Il y a aussi eu des tirs de roquettes sur le camp et des assaillants ont réussi à entrer dans la cour principale. Les dégâts sont importants. Sur les photos, on voit le cratère qu'a laissé l'explosion de la voiture piégée. Un bâtiment a été totalement détruit, deux autres sont très endommagés. Cet attentat complexe a visé un lieu symbolique, le quartier général de la force conjointe du G5-Sahel. Une force qui est donc déjà attaquée, même si elle tarde encore à être pleinement opérationnelle sur le terrain. Depuis octobre dernier, elle n'a mené que trois opérations majeures aux frontières du Mali, du Burkina Faso et du Niger.

(Médi-1, le 30-06-2018)

Plusieurs centaines de morts après des affrontements entre éleveurs musulmans et agriculteurs chrétiens au Nigeria...

Au Nigeria, les appels se sont multipliés hier pour inviter le président Muhammadu Buhari à rétablir l'ordre ou à démissionner après la mort de plus de 200 personnes au cours du week-end, dans des violences entre éleveurs peulhs musulmans et agriculteurs chrétiens dans le centre du pays. Muhammadu Buhari a été élu en 2015 sur sa promesse de lutter contre l'insécurité, en particulier contre les djihadistes de Boko Haram dont l'insurrection a fait plus de 20 000 morts et près 2,3 millions de déplacés depuis 2009 dans le nord-est du Nigeria.

(La voix de l'Amérique, le 28-06-2018)

Au Nigeria, 1 813 personnes auraient été massacrées depuis le début de l'année, selon Amnesty International...

L'armée nigérienne a déclaré hier avoir arrêté des suspects en rapport avec les massacres le week-end dernier de plus de 200 personnes dans le centre du Nigeria. Le commandant Adam Umar, porte-parole de l'armée, a déclaré que 17 personnes ont été arrêtées, dont 3 liées à des meurtres dans des villages de la région de Barikin Ladi. Selon lui 14 autres sont connectées à des attaques contre des peulhs sur la route au sud de Jos, la capitale de l'État du Plateau. Les circonstances de ces massacres restent floues, de même que l'identité des assaillants. Un renfort policier et militaire a été mis en place et un couvre feu est en vigueur dans certaines zones. Le président Muhammadu Buhari, candidat à sa propre succession, s'est rendu sur place pour appeler au calme. Amnesty International indique que depuis le début de l'année au moins 1 813 personnes ont été massacrées dans 17 États du Nigeria. Ce bilan comprend les tueries entre les éleveurs peulhs musulmans et agriculteurs chrétiens, les attaques de Boko Haram, mais aussi des actes de banditisme.

(La voix de l'Amérique, le 29-06-2018)

En France, dix personnes soupçonnées de projeter des attentats contre des musulmans, interpellées par la DGSI...

En France, plusieurs militants de l'ultra droite ont été arrêtés ce week-end. Ils sont soupçonnés d'avoir projeté des attentats contre des cibles musulmanes. Parmi elles, des imams radicaux, des islamistes sortis de prison ou encore des femmes voilées choisies au hasard dans la rue. Les policiers de la Direction générale de la sécurité intérieure ont au total interpellés dix personnes sur tout le territoire français.

(Radio Vatican, le 25-06-2018)

En France, dix personnes ont été arrêtées lors d'un gros coup de filet antiterroriste. Dix personnes d'un groupe lié à l'ultra droite radicale appelé l'AFO, l'Action des forces opérationnelles, dirigé par un ancien policier et qui projetait des actions violentes contre des musulmans, contre des imams, contre des détenus islamistes ou contre des femmes voilées choisies au hasard. L'enquête est encore en cours pour savoir où ils en étaient de leur préparation.

(Médi-1, le 25-06-2018)

En France, un attentat aurait été déjoué. Il visait des musulmans. Dix personnes proches de l'extrême droite ont été interpellées samedi soir en France continentale et en Corse. Ce vaste coup de filet dans les milieux de l'ultra droite a été opéré par les services de la DGSI. D'après deux chaînes de télévision françaises les suspects planifiaient de s'en prendre violemment aux imams radicaux, aux islamistes sortant de prison, ou encore à des femmes voilées choisies au hasard dans la rue.

(Deutsche Welle, le 25-06-2018)

Les services de renseignement iraniens disposeraient de nombreux agents en Israël...

Selon une édition d'*Al-Araby Al-Jadeed*, Israël se trompe s'il croit avoir repéré tous les éléments qui travaillent pour le compte de l'Iran en arrêtant l'ex-ministre israélien Gonen Segev. « L'Iran et Israël mènent une guerre secrète et les Iraniens tentent de recruter des sources humaines pour vaincre les Israéliens » selon l'auteur de l'article publié par *Al-Araby Al-Jadeed*. Dans une note concernant l'influence iranienne sur le système de sécurité israélien, le site web arabophone, dont le siège se trouve à Londres, a écrit : « Les dirigeants des services secrets israéliens ont reconnu que l'Iran disposait de nombreux agents de renseignement en Israël ». Des officiers haut gradés des services de renseignement israéliens ont annoncé que l'Iran avait réussi à recruter des Israéliens à son service, une information qui est aussi importante que celle de l'arrestation du ministre israélien accusé d'avoir espionné le régime de Tel-Aviv pour le compte de Téhéran. Fondé sur les témoignages inédits d'anciens agents et dirigeants du Mossad, un reportage diffusé le vendredi 22 juin par la télévision israélienne fait une plongée dans les coulisses des puissants services secrets israéliens. Des officiers ont avoué que l'Iran était déjà parvenu à enrôler des agents israéliens. Ram Ben Barak, directeur adjoint du Mossad de 2009 à 2011, a affirmé qu'il y a un conflit secret entre Israël et l'Iran, et les Iraniens essaient d'enrôler des agents israéliens pour sortir victorieux de cette guerre. L'Iran peut recruter des individus qui ressentent un mal-être au sein du régime israélien et il y en a beaucoup. Des personnes idéologiquement déprimées qui sont susceptibles de collaborer avec l'Iran. Selon le quotidien israélien *Ha'aretz*, l'enrôlement de l'ancien ministre israélien de l'Énergie, Gonen Segev, par les services de renseignement iraniens est une victoire pour Téhéran. « Si les accusations contre Gonen Segev sont vraies, elles montrent à quel point Israël fait une proie facile pour l'Iran et soulèvent des questions sur le contre-espionnage israélien » explique-t-il. *The Jerusalem Post* a également rapporté à ce sujet que personne ne sait encore à quel point les missions de Segev pour l'Iran ont porté atteinte aux services de renseignement et de sécurité d'Israël. Gonen Segev, ancien député et ministre de l'Énergie, âgé de 62 ans, est accusé d'être un agent actif au profit des services secrets iraniens. Il a été interpellé en mai à l'aéroport de Tel-Aviv, après avoir été expulsé de la Guinée équatoriale en raison d'une précédente condamnation pour trafic de drogue.

(*Press TV, le 27-06-2018*)

La Corée du Nord aurait augmenté la production de combustible nucléaire, selon les services de renseignement américains...

Aux États-Unis, les agences de renseignement estiment que la Corée du Nord a poursuivi son programme nucléaire ces derniers mois. Selon *NBC*, la production de combustible pour armes atomiques a même récemment été accrue. Mais afin d'obtenir plus de concessions lors du sommet P'yongyang-Washington, le régime de Kim Jong-un aurait tenté de cacher ces installations. Si cette nouvelle s'annonce vraie, cela va à l'encontre de la conviction du président américain Donald Trump selon laquelle il n'y aurait plus de menace de nucléaire nord-coréen. La Maison-Blanche a refusé de commenter à ce sujet.

(*KBS World Radio, le 30-06-2018*)

Les agences de renseignement américaines estiment que la Corée du Nord a augmenté sa production de carburant dans plusieurs sites secrets ces derniers mois et pourrait essayer de les dissimuler tout en cherchant des concessions dans les discussions nucléaires avec les États-Unis. La chaîne d'information américaine *NBC News* a indiqué dans un rapport diffusé vendredi 29 juin que les agences de renseignement américaines ont déclaré que la dernière évaluation des services de renseignement américains semblait aller à l'encontre des sentiments exprimés par le président Donald Trump, qui a tweeté après un sommet sans précédent avec le leader nord-coréen Kim Jong Un. « Il n'y a plus de menace nucléaire de la Corée du Nord ». Selon *NBC*, cinq responsables américains souhaitant garder l'anonymat ont prétendu que ces derniers mois, la Corée du Nord avait augmenté sa production de combustible en vue de la fabrication d'armes nucléaires. *NBC News* a cité des responsables américains affirmant que l'évaluation du renseignement concluait que la Corée du Nord possédait plus d'un site nucléaire secret en plus de son usine de production de combustible nucléaire connue à Yongbyon. « Il existe des preuves absolument sans équivoque qu'ils tentent de tromper les États-Unis » a déclaré un responsable américain. La CIA a refusé de commenter le rapport de la *NBC*. Le département d'État a déclaré qu'il ne pouvait pas le confirmer et n'a pas fait de commentaires sur les questions de renseignement. Le rapport de la *NBC* soulève d'autres questions sur la disposition de la

Corée du Nord à engager des négociations sérieuses sur l'abandon d'un programme d'armement qui menace maintenant les États-Unis, malgré la description enthousiaste de Trump du résultat du sommet. *NBC* a cité un haut responsable du renseignement américain qui a déclaré que la décision de la Corée du Nord de suspendre les essais nucléaires et de missiles était inattendue. Cependant, il a ajouté : « Le travail est en cours pour nous tromper sur le nombre d'installations, le nombre d'armes, le nombre de missiles... Nous surveillons de près ». Jeffrey Lewis, directeur du programme de non-prolifération en Asie de l'Est à l'Institut d'études internationales de Middlebury, en Californie, a déclaré qu'il y avait deux « bombes » dans le rapport de la *NBC*. Il a dit qu'il avait depuis longtemps compris que la Corée du Nord avait au moins une installation non déclarée pour enrichir le combustible nucléaire en dehors de Yongbyon. « Cette évaluation indique qu'il y a plus d'un site secret, ce qui signifie qu'il y en a au moins trois, sinon plus de sites » a-t-il dit. Lewis a déclaré que le rapport impliquait également que les services de renseignement américains avaient des rapports suggérant que la Corée du Nord n'avait pas l'intention de divulguer un ou plusieurs des sites de production de combustible. « Ensemble, ces deux choses impliqueraient que la Corée du Nord avait l'intention de divulguer certains sites dans le cadre du processus de dénucléarisation, tout en conservant d'autres » a-t-il dit.

(*Press TV, le 30-06-2018*)

... MILITAIRE ...

La marine iranienne en passe d'être dotée de deux nouveaux destroyers...

La marine iranienne devrait bientôt recevoir de nouveaux destroyers de production nationale, a rapporté dimanche le quotidien *Tehran Times*. « Le *Dena*, l'un des destroyers, a été fabriqué par l'organisation des industries maritimes du ministère de la Défense et rejoindra bientôt la flotte de l'armée de mer au sud » a déclaré le contre-amiral Hossein Khanzadi, commandant de la marine iranienne. « Le *Dena* est la dernière version des vaisseaux de classe *Mowj* » a-t-il précisé, ajoutant qu'il serait mis en opération au côté d'un autre destroyer de production nationale, le *Sahand*, d'ici la fin de l'automne. Des tests en mer sont actuellement en cours sur le *Sahand*, a précisé M. Khanzadi, sans s'étendre sur les caractéristiques techniques et de combat des destroyers.

(*Radio Chine internationale, le 25-06-2018*)

Opposition chinoise à la création d'une armée spatiale américaine annoncée par Donald Trump...

La Chine a mis en garde contre le plan du président américain Donald Trump pour créer une force armée de l'espace. Le porte-parole de la diplomatie chinoise Geng Shuang a indiqué, dans un communiqué, que l'espace devait appartenir à l'humanité tout entière et qu'il devait être utilisé de façon pacifique par tous les hommes. Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères a réaffirmé que la Chine s'opposait catégoriquement à toute démarche dans le sens d'une course aux armements dans l'espace qui déclencherait des guerres spatiales. Elle s'oppose à l'idée de transformer l'espace en un champ de bataille : « La Chine préconise toujours l'utilisation pacifique de l'espace et s'oppose à l'implantation d'armes et à une course aux armements dans l'espace » a fait savoir la Chine via son porte-parole Geng Shuang. Lu Kang, un autre porte-parole de la diplomatie chinoise avait déjà indiqué que son pays avait accueilli à bras ouvert les progrès scientifiques en faveur desquels elle avait franchi des pas de géants, mais qu'on ne pouvait pas transformer l'espace en champ d'armements.

(*Press TV, le 25-06-2018*)

Les effectifs des militaires américains déployés en Corée du Sud demeureront inchangés, selon James Mattis...

Le secrétaire des États-Unis à la Défense James Mattis a assuré à la Corée du Sud que les effectifs des soldats américains stationnés dans le pays ne changeront pas. M. Mattis a tenu ces propos jeudi lors d'une rencontre avec son homologue sud-coréen Song Young-moo à Séoul. Le secrétaire à la Défense a souligné que la dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible de la Corée du Nord demeurait l'objectif visé par Washington. M. Mattis a expliqué que la récente décision de suspendre des manœuvres conjointes entre la Corée du Sud et les États-Unis, qui étaient prévues pour le mois d'août, avait pour but de promouvoir les efforts diplomatiques. Il a déclaré que la décision a donné aux diplomates une opportunité de négocier et augmenté les perspectives de paix sur la péninsule coréenne. Song Young-moo a acquiescé. Il a déclaré que Séoul prendra des mesures supplémentaires

afin d'aider à bâtir des liens de confiance mutuelle et établir une paix permanente sur la péninsule si P'yongyang tient ses promesses. Le ministère sud-coréen de la Défense a plus tard indiqué que les deux camps avaient réaffirmé lors d'une réunion qu'ils continueraient à mettre en application les résolutions, assorties de sanctions, du Conseil de sécurité de l'ONU, à l'encontre de la Corée du Nord, jusqu'à ce que P'yongyang prennent des mesures vers une dénucléarisation complète.
(*Radio Japon international, le 28-06-2018*)

Pékin accueille le premier forum Chine-Afrique sur la défense et la sécurité...

Ouverture du premier forum Chine-Afrique sur la défense et la sécurité à Beijing. Des représentants de cinquante pays africains et de l'Union africaine sont réunis pour discuter de la coopération sur la sécurité et la défense entre la Chine et l'Afrique lors d'un forum qui a ouvert ses portes ce mardi à Beijing. Ce premier forum Chine-Afrique sur la défense et la sécurité a été organisé par le ministère chinois de la Défense nationale. Les participants mèneront des discussions autour de sujets tels que la situation de la sécurité en Afrique et le développement indépendant des capacités de sécurité de ce continent. Ils rendront également visite aux forces terrestres, maritimes et aériennes de la Chine. Hu Chengpin, chef du bureau de la Coopération militaire internationale de la Commission militaire centrale, a indiqué que le forum aiderait à approfondir la coopération sino-africaine en matière de défense et de sécurité, ainsi qu'à renforcer la relation militaire des deux partis. Brima Sesai, chef d'état-major de la défense des forces armées du Sierra Leone, a indiqué que l'Afrique attachait une grande importance à ses relations militaires avec la Chine, espérant voir les deux parties renforcer leurs échanges et coopération militaire, et apporter une dynamique au développement des relations sino-africaines à long terme à travers cette plateforme multilatérale de dialogue et de coopération.
(*Press TV, le 28-06-2018*)

Inauguration du nouveau siège des forces américaines déployées en Corée du Sud...

Les forces américaines stationnées en Corée du Sud ont inauguré aujourd'hui leur nouveau siège situé dans la ville de Pyeongtaek, à environ 70 km au sud de Séoul. Ce déménagement a eu lieu 73 ans après leur installation à Yongsan, un arrondissement du centre de la capitale. Près de 300 personnalités militaires, dont le ministre sud-coréen de la Défense Song Young-moo et le commandant des forces américaines en Corée du Sud Vincent Brooks, étaient présents à la cérémonie. Situé à l'intérieur du camp Humphreys, le nouveau quartier général américain est composé d'un bâtiment principal de quatre étages et d'un bâtiment annexe de deux étages. D'une superficie de 240 000 m², cette base est l'une des plus grandes pour les GI's déployés à l'étranger. Le déménagement des soldats américains appartenant au commandement des forces américaines stationnés en Corée du Sud ainsi qu'à celui des Nations unies devrait s'achever avant la fin de l'année. En revanche, le commandement conjoint des forces sud-coréano-américaines devrait être installé au siège du ministère de la Défense. Les GI's avaient investi l'arrondissement de Yongsan en août 1945 avec pour mission le désarmement de l'armée japonaise. Leur commandement a été créé en 1957.
(*KBS World Radio, le 29-06-2018*)

Début des grandes manœuvres navales multinationales *Rim of the Pacific*...

L'US Navy a lancé mercredi ses exercices militaires *Rim of the Pacific*, mieux connu sous son acronyme anglais *RIMPAC*. Il s'agit des plus grandes manœuvres aéronavales et amphibies du monde. Or, selon *Radio Free Asia*, le Pentagone a annoncé que cette opération pourrait elle aussi être suspendue à terme, comme c'est le cas de certains exercices sud-coréano-américains. Les deux alliés ont récemment décidé de reporter *sine die* les *Ulchi Freedom Guardian* (UFG) et le *Korean Marine Exchange Program* (KMEP), et ce en application du résultat du sommet de Singapour entre Donald Trump et Kim Jong-un. Cela dit, le département américain de la Défense a aussitôt démenti cette information. Selon son porte-parole pour l'Asie orientale et le Pacifique, Christopher Logan, le *RIMPAC* ne fait pas l'objet d'une telle mesure. Cet exercice multinational est organisé tous les deux ans pour protéger les routes maritimes des pays sur le littoral du Pacifique et pour renforcer leurs capacités opérationnelles. Cette année, c'est sa 26^e édition. La Corée du Sud y participe depuis 1990. Peu avant la rencontre du 12 juin entre son leader et le président des États-Unis, la Corée du Nord avait dénoncé l'UFG et la présence de la marine sud-coréenne au *RIMPAC*, les qualifiant de comportement qui va dans le sens contraire de l'accord intercoréen de Panmunjom, signé le 27 avril, entre les dirigeants des deux Corées.
(*KBS World Radio, le 30-06-2018*)

Selon Donald Trump l'Allemagne devrait augmenter ses dépenses militaires...

Le président américain Donald Trump a réitéré vendredi son mécontentement vis-à-vis des dépenses militaires de l'Allemagne et d'autres pays européens en amont de son déplacement en Europe pour le prochain sommet de l'OTAN. « L'Allemagne doit dépenser plus d'argent » a affirmé aux journalistes M. Trump à bord d'Air Force One lors d'un voyage vers le New Jersey. M. Trump a également signalé le fait que l'Espagne et la France n'avaient pas dépassé la barre des 2% de PIB pour leur budget de défense, affirmant que ce n'était pas juste vis-à-vis des États-Unis. Les membres de l'OTAN se réuniront les 11 et 12 juillet à Bruxelles et les dépenses militaires seront un sujet prioritaire. On estime que huit alliés de l'OTAN satisferont le seuil de 2% de leur PIB à la fin de cette année, tandis que quinze autres pourraient l'atteindre d'ici 2024. La ministre allemande de la Défense, Ursula von der Leyen, a prévu en mai que le budget militaire de son pays devrait progressivement croître pour représenter 1,5% du PIB en 2025, en passant par 1,3% en 2019 contre 1,24% aujourd'hui. Les dépenses de la France approchent 2% du PIB et s'élèvent à 1,8% en 2017, alors que celles de l'Espagne n'ont atteint que 0,92% du PIB l'année dernière.

(Radio Chine internationale, le 30-06-2018)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Les États-Unis en passe de vendre à Taïwan 36 véhicules d'assaut amphibie...

C'est le journal américain *The Defense Post* qui avance dans ses colonnes que la Défense américaine a confirmé le dossier de vente à Taïwan de 36 véhicules d'assaut amphibie de type AAV7A1. Le dossier devrait être finalisé d'ici juillet 2020 pour un montant de 83,6 millions de dollars américains, citant des informations du Pentagone sur la confirmation de la vente. Selon les détails du contrat passé auprès de l'entreprise britannique BAE Systems, spécialisée dans la défense et l'aérospatiale, il s'agit d'une commande de 30 véhicules de transport de troupes (AAVP7A1), de quatre véhicules de commandement (AAVC7A1) et de deux véhicules de secours (AAVR7A1).

(Radio Taïwan international, le 29-06-2018)



Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement

148 rue de l'Université – 75007 Paris

Tel.: 01 78 42 26 67